



Steve Anderson
Directeur exécutif
OpenMedia

Le 15 septembre 2015

Cher Steve et le personnel d'OpenMedia,

De plus en plus de Canadiens utilisent l'internet pour fabriquer un tissu numérique pour le Canada, ils révolutionnent ainsi la façon dont notre société fonctionne. Le Web supporte des économies entières, responsabilise des mouvements sociaux et façonne la conversation au niveau national. Et, dans un pays aussi vaste que le Canada, il revitalise la promesse faite par la Confédération, soit le rapprochement des voisins, des amis et des familles, d'un océan à l'autre et à l'autre. Notre Web devient plus fort, de jour en jour, avec chaque nouvelle voie.

Toutefois, je suis inquiet pour l'avenir de notre internet.

Les conservateurs de Harper ont commencé à démolir la promesse d'une ère numérique. Avec les projets de loi C13 et S4, tous les deux sanctionnés par le dernier Parlement, le gouvernement a lutté afin d'élargir les pratiques de justification en ce qui concerne la divulgation volontaire des informations sur les abonnés.

Ceci en dépit de la décision historique rendue par la Cour suprême, dans l'affaire *Spencer*, qui, selon la *Charte* des droits, protège les Canadiens afin qu'ils puissent s'attendre, de façon raisonnable, à une intimité numérique. Le CST continue de capter des millions de communications sur l'internet, de la part de tous les Canadiens, sans égard aux processus légaux.

Ensuite il y a le projet de loi C51. Notre propre commissaire à la protection de la vie privée, qui a été empêché de témoigner par les conservateurs de Harper, a parlé du projet de loi comme étant « nettement excessif » et un manque à l'équilibre entre la sécurité et nos droits à l'intimité.

Ceci remanie complètement la façon dont le gouvernement traite nos données personnelles, sans aucune surveillance indépendante.

Le Parti vert du Canada demande une infrastructure législative pour un internet qui reflète les valeurs des Canadiens. Dans le programme électoral que nous avons récemment présenté, nous nous sommes engagés à faire annuler le projet de loi C51 dans son ensemble, pour ainsi faire cesser l'intolérable surveillance de masse des Canadiens par nos agences de sécurité et pour

faciliter l'accès au Web afin que tous les Canadiens puissent contribuer à un internet créatif, libre d'expression et ouvert. Notre programme appuie fermement la neutralité du Net et s'oppose vigoureusement au partenariat transpacifique.

Les emprunts numériques font parti des droits de l'homme. Au fur et à mesure que le Web évoluera, nous rencontrerons des défis législatifs et règlementaires. Nous avons besoin de politiciens qui sont prêts à défendre ces droits, à se tenir debout au nom des usagers et à prôner avec passion l'utilisation d'un internet ouvert et libre, où les Canadiens ont droit à l'intimité.

Nous avons besoin de députés verts au Parlement afin de protéger l'avenir numérique du Canada.

Comme vous l'avez souligné dans votre plan de production participative *Canada's Digital Future*, l'intimité, la libre expression et l'accès abordable sont des éléments cruciaux pour l'avenir de l'internet au Canada. J'appuie ce programme avec fermeté et je promets de continuer à le prioriser au sein du Parti vert. C'est pour cette raison que j'endosse le programme du droit d'accès à l'internet d'OpenMedia et j'encourage les candidats du Parti vert à en faire autant.

Les travaux de promotion et d'engagement d'OpenMedia pour la démocratie participative sont vitaux pour la société canadienne. Je félicite votre organisme pour ses efforts et vous souhaite la meilleure des chances dans votre campagne au cours de cette élection.

Sincèrement,



Elizabeth May
Candidate sortante dans Saanich Gulf Islands
Chef du Parti vert du Canada

